

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 15/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MEA INDUSTRIES

25 Avenue Jean Prouvé
88100 Saint-Dié-Des-Vosges

Références : S-25-786RP

Code AIOT : 0006202460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement MEA INDUSTRIES implanté 25 Avenue Jean Prouvé 88100 Saint-Dié-des-Vosges. L'inspection a été annoncée le 19/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a porté sur la vérification des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 856/2024/DREAL/UD88 du 19 août 2024, pris suite à la visite d'inspection du 27 juin 2024 réalisée dans le cadre d'une action nationale "prévention des pertes de Granulés Plastiques Industriels (GPI)".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEA INDUSTRIES
- 25 Avenue Jean Prouvé 88100 Saint-Dié-des-Vosges
- Code AIOT : 0006202460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MEA Industries exploite une usine de plasturgie mettant en œuvre de la résine thermodurcissable constituée notamment de polyester, de fibres de verre et d'additifs minéraux.

Au titre de la législation sur les installations classées, le site est autorisé par arrêté préfectoral n° 2816/2004 du 23 novembre 2004 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas permis de lever totalement l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 856/2024/DREAL/UD88 du 19 août 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pertes de Granulés de Plastiques Industriels (GPI)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 ;• type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription ;• date d'échéance qui a été retenue : 19/11/2024.
Prescription contrôlée : <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
Constats : <p>A l'extérieur de l'usine, sur la zone de circulation des chariots élévateurs qui transfèrent les GPI du hall de stockage vers les lieux de production dans l'usine, les avaloirs des eaux pluviales sont équipés de "paniers textiles". Cet équipement est adapté aux dimensions des GPI susceptibles d'être présents dans le site. Sur les zones de stockage, les avaloirs sont signalés par un panneau "ne pas obstruer".</p> <p>Deux kits d'intervention extérieurs avec plaques d'obturation et matériel de récupération sont également présents sur la zone de circulation des chariots élévateurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pertes de Granulés de Plastiques Industriels (GPI)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 ;• type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription ;• date d'échéance qui a été retenue : 19/11/2024.

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant présente sa "procédure générale pollution" dans laquelle il a intégré la "fuite de GPI".

Celle-ci identifie les zones à risques de dispersion accidentelle des GPI et présente les actions à mettre en œuvre en cas de déversement de GPI.

Sont également présentés :

- les kits d'intervention mis en place en extérieur et en intérieur avec leur implantation ;
- le nettoyage des halls de production avec l'autolaveuse et les extérieurs avec la balayeuse, avec les fréquences d'intervention et le registre de suivi ;
- l'utilisation des scies pour la découpe des éprouvettes avec interdiction d'utilisation en extérieur pour éviter la dispersion de poudres/granulés plastiques.

Des sessions de formation du personnel sont également organisées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pertes de Granulés de Plastiques Industriels (GPI)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 ;• type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription ;• date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2025.
Prescription contrôlée : <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
Constats : <p>L'audit a été réalisé le 12 mai 2025 par la société AB Certification.</p> <p>Suite à la visite, par courriel en date du 15 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le certificat de conformité ainsi que le rapport de l'audit. Il précise également qu'il va demander la mise en ligne de ces documents sur son site internet.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant informera l'Inspection de la mise en ligne du certificat de conformité et d'une synthèse du rapport d'audit sur son site internet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours